

D 572 BRESIL: LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET  
LES PATRONS DANS LE DEBAT NATIONAL

Le panorama politique du Brésil est en train de changer profondément. Après le retour à l'état de droit, la loi d'amnistie, la rentrée des exilés et les grèves massives, l'heure est à la création de nouveaux partis.

C'est l'ensemble des partenaires sociaux qui entrent dans le débat national (cf. DIAL D 560).

A ce titre, nous versons deux pièces supplémentaires au dossier:

1) un discours du président de la République, le général Figueiredo. Improvisé au cours d'un repas avec des parlementaires de la majorité et de l'opposition, le 19 septembre 1979, ce texte illustre le style du nouveau président et confirme les propos des observateurs politiques: le vrai maître du jeu politique n'est pas le général Figueiredo, mais son chef de la maison civile: le général Golberi.

2) un manifeste des milieux patronaux, publié le 8 octobre 1979 et signé de quarante-et-une organisations patronales de l'Etat de São Paulo. Au-delà des déclarations sur la liberté d'entreprise et la nécessaire démocratie politique, on retiendra surtout que les milieux patronaux sont inquiets de "l'hypertrophie" du secteur nationalisé dans l'économie du pays. Ce n'est pas, en effet, un des moindres paradoxes d'un régime qui s'est imposé politiquement au nom du libéralisme économique et qui finit, quinze ans plus tard, par contrôler plus de la moitié de l'économie nationale.

Note DIAL

1- DISCOURS IMPROMPTU DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (19 septembre 1979)

(...)

Je tiens à dire que je n'ai jamais été un homme politique. Si je suis aujourd'hui à la présidence de la République, c'est parce que je n'ai pas eu d'autre issue. Mon désir était de continuer là où j'avais toujours été: avec mes camarades d'uniforme, au milieu desquels je ne m'en suis pas mal tiré, après quarante-trois ans de service. Je peux vous assurer que cette époque a été bonne et que j'y ai été heureux.

Mais je ne suis pas un homme politique, pour être là où je suis. Je manque donc d'expérience en politique, mais cela ne veut pas dire que je ne puis exprimer, à haute voix et clairement, ce que je pense.

La démocratie que je prône, et pour laquelle j'ai été partie prenante de la Révolution de 1964 - ce dont d'ailleurs je ne me repens pas -, je dois la défendre jusqu'à la mort. C'est la démocratie du dialogue, de la compréhension, du respect, dans laquelle les critiques doivent être reçues à titre de suggestions ou de corrections et non comme des attaques. C'est cette démocratie dans laquelle chaque parlementaire se sait le représentant d'une partie du peuple. C'est la démocratie dans laquelle le chef de la nation peut considérer le représentant du peuple non comme un homme de la majorité ou de l'opposition, mais comme partie du peuple, avec le droit à défendre ses idées.

C'est cette démocratie que j'ai apprise dans ma famille, et pour laquelle mon père a combattu, en 1932 (1). Celle-là même pour laquelle il est allé seize fois en prison, dont un séjour de trois ans et huit mois en régime de droit commun, au mépris de ses droits de prisonnier politique. Mais en ce temps-là, on ne parlait pas de droits de l'homme. La torture était chose commune et on ne parlait pas des droits de l'homme. Mon père a été déclaré juridiquement "mort" et ma mère "veuve". Elle n'a même pas pu percevoir de pension car elle était dans l'impossibilité de présenter à la dictature un certificat de décès de son mari. On ne parlait pas alors des droits de l'homme. Voilà les exemples de l'époque que j'ai dans ma famille et il est probable que ceux qui étaient alors au pouvoir avaient raison d'agir ainsi. Mais je constate que les droits de l'homme n'ont jamais été respectés dans le pays.

Quand le gouvernement parle de compréhension, de conciliation, de dialogue avec tous sur tous les sujets; quand il va même jusqu'à demander conseil aux hommes d'opposition; et quand il s'adresse à ceux, quels qu'ils soient, qui peuvent me conseiller utilement, on dit qu'il fait de la démagogie et que la démocratie doit être une démocratie sans adjectif (2).

Je vous le répète, Messieurs, la démocratie que je conçois c'est celle que j'ai apprise dans ma famille; c'est notre démocratie à nous qui porte en elle tout ce qui est brésilien. Une démocratie qui n'a pas besoin de chercher au-dehors les règles permettant au peuple de bien choisir ses représentants et de bien élire ses dirigeants. C'est une démocratie qui sait que le mal de notre peuple est encore le manque d'instruction. Une démocratie qui sait que ce qui manque au peuple c'est du travail, un pouvoir d'achat lui permettant de manger, une maison pour se loger et la santé pour ses enfants. Malheureusement nous devons reconnaître que notre peuple est plus soucieux de satisfaire sa faim et d'avoir un toit que de savoir si les partis vont s'organiser de telle ou telle manière.

Je reconnais ce qui me manque et c'est pourquoi je sollicite les suggestions de qui de droit, de qui peut le mieux m'aider à aborder ces sujets. Je reconnais que mon inexpérience politique peut parfois paraître quelque peu irréaliste. Aussi dois-je reconnaître devant des hommes politiques d'expérience, dont certains plus qu'éprouvés dans les "trucs"

(1) Epoque où, en réaction contre la montée du président Vargas et du "Mouvement intégraliste" de type fasciste, l'Etat de São Paulo essaie de faire sécession dans le mouvement "Révolution constitutionnaliste" (NdT).

(2) Allusion aux propos d'hommes politiques de la majorité: il faut certes revenir à la démocratie, mais à une démocratie "surveillée" (NdT).

de la politique, qu'il me fallait vraiment venir à votre rencontre, Messieurs. Ce n'est que par le dialogue, la conversation, la compréhension, ou même notre désaccord, que pourra naître au Brésil une démocratie. Nous pourrions ainsi faire disparaître définitivement de la vie politique des partis ce goût de rance qu'exhalent certains hommes politiques extrémistes dans la façon qu'ont les uns et les autres, opposition et gouvernement, de se regarder comme des ennemis.

Si un gouvernement est ainsi démocratique, si un gouvernement peut s'affirmer démocrate, pourquoi ne pourrait-il pas dire ce qu'il pense? Pourquoi n'aurais-je pas le droit de bavarder avec ceux qui sont dans l'opposition? La seule façon pour moi de savoir pourquoi il y a une opposition et sur quel point elle s'oppose à moi, c'est précisément en bavardant avec ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement.

Qui sait même - car cela s'est déjà produit - si la raison n'est pas de l'autre côté? Et qui sait s'il n'est pas possible de trouver un point commun aux aspirations des uns et des autres, de façon à servir la nation plutôt que les intérêts de partis?

Aussi vous suis-je très reconnaissant, Monsieur le Gouverneur (3) et Messieurs qui êtes ici présents, de cette occasion que vous m'avez offerte. Occasion qui est, je puis le dire, un mélange de la démocratie qu'à mon avis j'ai essayé de faire dans la rue, avec le peuple, en interrogeant de façon détaillée les gens du peuple sur ce qu'ils pensent, ce qui leur manque, ce à quoi ils aspirent, ce qui les met en colère, ce qui les dégoûte (4). J'ai constaté que notre peuple ne fait pas le dégoûté. Le peuple aspire seulement à une amélioration de son niveau de vie. C'est ce que nous essayons de lui offrir, en un effort herculéen de tous les ministres, face à la crise économique que nous traversons.

Les difficultés sont telles que je me risque à vous dire, Messieurs de l'opposition, que ces objectifs ne pourront être atteints si nous ne disposons pas de l'appui du Congrès. Je ne vous demande pas de voter avec la majorité, mais de penser un peu à l'ensemble du Brésil au moment de déposer votre vote, en oubliant momentanément vos intérêts locaux, l'intérêt de votre parti ou de celui de la majorité, pour ne penser qu'à l'intérêt national.

(Fin de l'enregistrement)

(3) M. Maluf, gouverneur de l'Etat de São Paulo (NdT).

(4) Lors d'un de ses derniers bains de foule, le président a été interrogé par un jeune sur ce qu'il ferait si son père ne gagnait que le salaire minimum. Le général Figueiredo a répondu: "Je me ferais sauter le caisson" (NdT).

## 2- MANIFESTE DU PATRONAT DE SÃO PAULO A LA NATION (9 octobre 1979)

Les chefs d'entreprise brésiliens, par l'intermédiaire de leurs organisations professionnelles, réaffirment publiquement leur confiance dans le pays, dans la vocation démocratique de son peuple et dans son avenir de développement et de progrès.

Ils déclarent que leur souci majeur est l'harmonisation entre la croissance économique et le bien-être national. Pour parvenir à cette harmonisation, ils prônent un système de vie basé sur les libertés individuelles, la libre initiative, le droit de propriété, la juste rétribution du travail, la responsabilité des citoyens et la participation de tous aux prises de décisions.

Ils considèrent également qu'un système économique de marché et un régime politique ouvert sont des conditions essentielles à cette poursuite du bien-être national, tâche à laquelle nous devons tous apporter notre collaboration.

Ils s'engagent ainsi dans l'effort d'élimination de la pauvreté, de la distribution des fruits de la croissance et d'une meilleure qualité de vie pour la population.

Ils estiment être de leur responsabilité, conjointement avec les pouvoirs publics, de maintenir les emplois existants en offrant des salaires compatibles avec la réalité nationale et en accédant, dans la mesure du possible, aux justes revendications des travailleurs.

Ils pensent que la formulation d'une politique salariale correcte doit se faire en accord avec l'effort de création de 1.500.000 emplois nouveaux par an, dans un marché du travail en expansion constante et donc susceptible d'intégrer les jeunes dans l'effort de production.

Ils attribuent une valeur majeure à l'exercice de la politique et à la participation de tous, afin d'obtenir une représentativité qui soit vraiment l'expression de la volonté nationale. Ils rejettent la radicalisation et l'extrémisme, et ils exhortent la société à les rejeter. Ainsi le Brésil, réfractaire aux divisions de classes, aujourd'hui comme demain, pourra préserver le climat de liberté et d'union entre tous les brésiliens, lequel climat est essentiel à la démocratie.

Ils réaffirment leur foi dans le système de marché en tant que moyen le plus efficace de la croissance et de la distribution de ses fruits, la liberté d'entreprise étant étroitement liée à la liberté politique.

Ils rappellent que la divergence d'opinion est une donnée essentielle de la démarche politique; sa nouvelle formulation devra être l'effet de la volonté de la majorité, mais son caractère démocratique sera toujours fonction du respect des minorités.

Ils savent que le développement ne doit pas servir de prétexte au report du progrès institutionnel, dans le plein exercice de l'état de droit. Ils jugent nécessaire d'encourager les partis. Ceux-ci sont le reflet des diverses tendances de la pensée nationale; ils offrent à chaque citoyen la possibilité de participer activement au processus politique; et ils font à chacun des individus le devoir de contribuer au perfectionnement des institutions.

Ils redisent leur foi en l'entreprise privée comme cellule de progrès, comme structure de rapprochement du capital avec le travail, et comme groupe de production de la société.

Ils soulignent, comme étant les conditions essentielles de la préservation du régime démocratique, la limitation du rôle économique de l'Etat aux secteurs qui lui sont institutionnellement réservés, avec le maintien parallèle de la libre initiative dans tous les autres domaines.

Ils entendent que le projet d'adaptation des structures de production aux disponibilités nationales en ressources naturelles, en particulier dans le domaine de l'énergie, doit être la priorité des priorités. Pour cela, la nation est en droit de faire des choix plus exigeants en matière d'investissements et de mieux mettre à profit ses ressources humaines.

Dans ce sens, ils accordent tout leur appui à la politique visant au redressement de l'activité agro-pastorale; ils savent en effet qu'une augmentation significative de l'agriculture et de l'élevage permettra de dépasser les difficultés de l'heure. Ils invitent l'ensemble du pays à lutter contre l'inflation qui ruine l'organisme économique et désorganise la société; l'inflation est la forme d'impôt la plus inique car elle pèse davantage sur les personnes les plus vulnérables économiquement. C'est pourquoi ils reconnaissent que les fortes hausses de prix comportent des risques, dont celui de remise en cause du projet d'ouverture politique et du progrès socio-économique brésilien.

Ils n'en rejettent pas moins les solutions qui en appellent à la récession pour remédier aux difficultés de l'heure, car elle est synonyme de chômage et de démoralisation, choses incompatibles avec les aspirations des brésiliens.

Ils pensent enfin que le grand pays tel que la nation cherche à le forger, doit surgir du choc des idées au plan politique, social et économique, en un débat libre et ouvert; la grandeur de notre pays doit s'affirmer dans un cadre institutionnel dans lequel la recherche de la paix intérieure est l'objectif permanent. De la sorte, les espoirs légitimes de tous les brésiliens ne seront pas frustrés.

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441